

PREFECTURE DES HAUTS-DE-SEINE

**Arrêté DATEDE/2 n° 2006-183 du 18 décembre 2006 modifiant l'arrêté préfectoral du 17 avril 1989 réglementant l'exploitation des installations classées de la Société SMURFIT KAPPA Papiers Recyclés France sises 109 avenue de la Commune de Paris à NANTERRE**



LE PREFET DES HAUTS-DE-SEINE  
Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le Code de l'environnement, partie législative, et notamment l'article L. 514-8,

**Vu** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application du titre 1er du livre V du code de l'environnement, et notamment ses articles 17 et 18 ;

**Vu** le décret n° 98-360 du 6 mai 1998 relatif à la surveillance de la qualité de l'air et de ses effets sur la santé et sur l'environnement, aux objectifs de qualité de l'air, aux seuils d'alerte et aux valeurs limites ;

**Vu** le décret n°2001-449 du 25 mai 2001 relatif aux plans de protection de l'atmosphère et aux mesures pouvant être mises en œuvre pour réduire les émissions de sources de pollution atmosphérique ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

**Vu** l'arrêté ministériel du 30 juillet 2003 relatif aux chaudières présentes dans les installations existantes de combustion d'une puissance supérieure à 20 MWth ;

**Vu** l'arrêté interpréfectoral n°2006-1117 portant approbation du plan de protection de l'atmosphère de la région d'Ile-de-France ;

**Vus** les arrêtés préfectoraux du 17 avril 1989 et du 2 mars 1994 réglementant l'exploitation des installations classées de la Société SMURFIT KAPPA Papiers Recyclés France sises 109 avenue de la Commune de Paris à Nanterre,

**Vu** le courrier adressé à l'exploitant par le Préfet des Hauts-de-Seine le 11 mai 2006, et la réponse de l'exploitant datée du 23 juin 2006 ;

**Vu** les rapports du 26 octobre 2006 et du 8 novembre 2006 de M. l'Inspecteur Général, Chef du Service Technique Interdépartemental d'Inspection des Installations Classées proposant d'une part de compléter la condition 21 de l'arrêté préfectoral du 17 avril 1989 susvisé en vue de renforcer les prescriptions relatives aux rejets atmosphériques, et d'autre part de compléter les prescriptions dudit arrêté préfectoral, en vue de la

réalisation de contrôles inopinés ou non des installations exploitées par la société SMURFIT KAPPA,

**Vu** l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) lors de sa séance du 21 novembre 2006

**Vu** la lettre du 22 novembre 2006 communiquant à l'exploitant le projet d'arrêté, tel que validé par le CODERST lors de sa séance du 21 novembre 2006,

**Vu** qu'aucune observation n'a été formulée par l'exploitant,

**Considérant** qu'il convient d'actualiser les prescriptions applicables à l'établissement de Nanterre de la société SMURFIT KAPPA Papiers recyclés France, d'une part en matière de rejets atmosphériques dans le cadre de l'application de l'arrêté ministériel du 30 juillet 2003 susvisé et d'autre part afin de permettre à l'inspection des installations classées d'effectuer des contrôles et analyses (inopinés ou non),

**Considérant** que l'exploitant a déclaré par courrier du 23 juin 2006 susvisé que ses installations respectaient d'ores et déjà les valeurs limites d'émission d'oxydes d'azote, de dioxyde de soufre, de poussières et de monoxyde de carbone fixées à l'article 10.I de cet arrêté ;

**Considérant** que la mesure réglementaire n°3 du plan de protection de l'atmosphère de la région Ile-de-France prévoit l'anticipation au 1er janvier 2007 de ces valeurs limites, ou la fixation, pour le 1er janvier 2008, de valeurs limites significativement plus faibles ;

**Considérant** la nécessité d'intégrer les prescriptions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 précité,

**Considérant** la nécessité de pouvoir effectuer des prélèvements et analyses (inopinés ou non), notamment dans le cadre de la campagne de prélèvements prévue en 2006,

**Considérant** que les prescriptions proposées dans le présent arrêté contribueront à la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement,

**Sur** proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture des Hauts-de-Seine,

## **ARRETE**

### **ARTICLE I :**

Les prescriptions de la condition 21 de l'arrêté préfectoral du 17 avril 1989 sont complétées par les dispositions suivantes :

"A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2007, les chaudières visées par les dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juillet 2003 relatif aux chaudières présentes dans les installations existantes de combustion d'une puissance supérieure à 20 MWth respectent les valeurs limites d'émission suivantes (en mg/m<sup>3</sup>) :

chaudière	combustible	NO <sub>x</sub> en équivalent NO <sub>2</sub>	SO <sub>2</sub>	Poussières	CO
Chaudières 1 & 2	gaz	225	35	5	100

Les conditions d'application et le respect des valeurs limites sont établis conformément aux dispositions des articles 5 et 16 de l'arrêté ministériel du 30 juillet 2003."

## **ARTICLE II :**

L'arrêté préfectoral du 17 avril 1989 est complété par les dispositions suivantes :

Indépendamment du programme de surveillance des émissions explicitement prévu dans l'arrêté du 17 avril 1989, l'inspection des installations classées peut demander à tout moment, la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements, mesures et analyses portant notamment sur les effluents liquides ou gazeux, les odeurs, les déchets ou les sols ainsi que le contrôle de la radioactivité et l'exécution de mesures de niveaux sonores et de vibrations, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire pris au titre de la législation sur les installations classées. Les contrôles seront réalisés par rapport aux conditions prescrites de leurs arrêtés.

Les contrôles non inopinés sont exécutés aux frais de l'exploitant par un organisme tiers agréé que l'exploitant a choisi à cet effet ou soumis à l'approbation de l'inspection des installations classées s'il n'est pas agréé. Les résultats des mesures sont transmis dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées.

Les contrôles inopinés sont exécutés aux frais de l'exploitant par un organisme choisi par l'inspection des installations classées.

L'exploitant est tenu, dans la mesure des possibilités techniques, de mettre à la disposition de l'inspection des installations classées les moyens de mesure ou de test répondant au contrôle envisagé pour apprécier l'application des prescriptions imposées par le présent arrêté.

## **ARTICLE III: DELAIS ET VOIES DE RECOURS**

### **Recours non contentieux :**

Dans le délai de deux mois, le demandeur a la possibilité d'effectuer :

- soit un recours gracieux devant l'autorité qui a signé la présente décision : M. le Préfet des Hauts-de-Seine 167, avenue Joliot-Curie 92013 Nanterre Cedex.
- soit un recours hiérarchique auprès de Madame le Ministre de l'Ecologie et du Développement Durable 20, avenue de Ségur 75302 PARIS 07SP.

### **Recours contentieux**

En application de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement, le demandeur a la possibilité dans un délai de deux mois suivant la notification de la présente décision d'effectuer un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles 56, avenue de St Cloud 78 000 VERSAILLES.

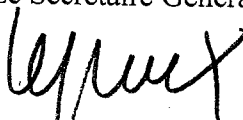
Par les tiers, (...), un recours peut être effectué dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation (Article L. 514-6 - I - 2°).

**ARTICLE IV :**

M. le Secrétaire Général de la Préfecture des Hauts-de-Seine,  
M. l'Inspecteur Général, Chef du Service Technique Interdépartemental d'Inspection des Installations Classées,  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nanterre, le 18 décembre 2006

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général



Philippe CHAIX